

« TENDANCES DE L'ORIENT »

La guerre contre la Syrie et l'illusion des compromis

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | BEYROUTH (LIBAN) | 3 FÉVRIER 2014

ENGLISH



La guerre contre la Syrie et l'illusion des compromis

Par Ghaleb Kandil

Certains milieux politiques pensent que la Russie et les Etats-Unis se sont entendus sur des compromis dans la région, et que tout ce qui se passe sur les plans politique et militaire en Syrie fait parti d'un scénario pour mettre en œuvre ces arrangements.

En fait, les relations internationales passent par une période transitoire qui verra se dessiner les contours des nouveaux équilibres. Ceux-ci ont pu émerger grâce à la résistance de l'Etat syrien face à l'agression coloniale conduite par les Etats-Unis. Il est clair que l'ère post-domination unilatérale de Washington est en construction. Les règles de la nouvelle Guerre froide ne sont pas

encore définitivement dessinées. La reconnaissance par les Etats-Unis de la fin de l'hégémonie unilatérale s'accompagne de tentatives continues pour influencer les nouvelles équations et équilibres qui sont en train d'émerger.

C'est dans ce cadre que s'inscrivent les pressions et les ingérences américano-occidentales dans l'arrière-cour de la Russie. La crise en Ukraine est la meilleure illustration de cette attitude, au même titre que la poursuite du partenariat entre les Etats-Unis et l'Arabie saoudite, pour prolonger le bain de sang en Syrie, dans l'espoir de modifier à l'avantage de leurs agents les rapports de force qui sous-tendent tout compromis politique à venir.

Telles sont les réalités qui ressortent de la Conférence de Genève II, où les Etats-Unis ont négocié, indirectement, avec la délégation officielle syrienne, à travers une délégation mise sur pied par leur ambassadeur à Damas, Robert S. Ford. C'est dans ce même cadre que s'inscrit la décision d'écarter l'Iran de cette conférence, et qui était un message destiné à la Russie, digne de l'époque de l'hégémonie unilatérale, à travers des ordres donnés au secrétaire général des Nations unies. La réforme de cette organisation et le rééquilibrage des rapports de force en son sein sont d'ailleurs des conditions inévitables pour établir un monde multipolaire.

Dans cette période transitoire, la confrontation continue pour l'élaboration des nouveaux rapports de force entre les puissances internationales, et la Syrie constitue le miroir des nouvelles réalités internationales. Aussi, le fait de croire à l'existence de supposés arrangements internationaux et au sérieux des Etats-Unis dans la lutte contre le terrorisme, est une pure illusion. Pire, cela peut fausser les calculs et produire des analyses erronées.

Ce sont les Etats-Unis qui ont exporté vers la Syrie le terrorisme qaïdiste, en coopération avec le régime saoudien, la Turquie et le Qatar. C'est Washington qui a hébergé et couvé les Frères musulmans, et il continue de le faire bien qu'il sache que cette confrérie promeut la pensée takfiriste et le terrorisme dans le monde musulman. Le refus US de considérer la lutte contre le terrorisme comme une priorité en Syrie, comme l'a réclamé la délégation officielle syrienne, est un aveu de Washington de sa détermination à utiliser le terrorisme pour saigner l'Etat syrien. Les arguments présentés par Barak Obama, lors d'un entretien au *New*

Yorker, pour expliquer les raisons de son soutien au Front islamique, illustrent parfaitement cette réalité. Il a qualifié de « jihadistes » les combattants de cette organisation terroriste, appelant à faire une distinction entre eux et Al-Qaïda. Ce Front est un pur produit américano-saoudien qui est actif uniquement à l'intérieur de la Syrie et ne constitue pas une menace terroriste, comme le prétend la revue *Foreign Policy* dans un article publié il y a quelques jours. La revue a couvert de louanges le chef de Brigades Ahrar al-Cham, Abou Khaled le Syrien, en tentant de minimiser l'importance de propos de ce terroriste rendant hommage à Oussama Ben Laden.

La prochaine étape sera caractérisée par une recrudescence des combats sur le terrain et la poursuite du soutien américano-saoudien, qatari, britannique et français aux mouvements extrémistes. En dépit de la dernière manœuvre verbale de Recep Tayyeb Erdogan, lors de sa visite à Téhéran, qui ne s'est accompagnée d'aucune mesure concrète sur le terrain, la Turquie va également poursuivre son appui aux terroristes.

L'administration Obama a reconnu l'échec de son pari de la destruction de l'Etat syrien, sous couvert de la chute du régime. Sa nouvelle stratégie consiste à installer durablement des lignes de démarcations entre l'Armée arabe syrienne et les rebelles, à travers un soutien massif en armes, argent, renforts en hommes et en conseils techniques. Certains milieux à Washington évoquent ouvertement le partage de la Syrie en séparant les provinces d'Idleb, d'Alep, de Raqqa, de Deir Ezzor et de Hassaka, de l'Etat central. D'autres projets parlent de la division de la Syrie en trois régions : la première, sous le contrôle de l'Etat central et de ses forces armées ; la deuxième sous l'hégémonie des groupes armés ; et la troisième sous la domination des Kurdes.

L'armée arabe syrienne combat donc pour l'unité de la Syrie et pour son indépendance. Les Américains et leurs agents découvriront que tous leurs plans ne sont que des mirages, car quand c'est l'unité et l'indépendance de leur pays qui est en jeu, le peuple syrien son armée sont prêts à consentir autant de sacrifices qu'il le faut.

Déclarations et prises de position

GEBRAN BASSIL, ministre de l'Énergie et de l'Eau (Courant patriotique libre)

« Nous représentons plus que la moitié des chrétiens et malgré cela nous avons accepté 4 des 12 sièges dévolus aux chrétiens. Nous avons réclamé un portefeuille régalien, ce qui est tout à fait normal. Nous avons également réclamé à se voir confier les ministères de l'Énergie et des Télécoms, où nous avons commencé un travail que nous voulons achever. Tous nos interlocuteurs, à l'exception du Premier ministre désigné, nous ont fait savoir ne pas être attachés au principe de la rotation des portefeuilles. Nous ne savons pas qui convoite le plus le ministère de l'Énergie, mais le député Walid Joumblatt a rectifié sa position en affirmant qu'il ne voulait pas de ce portefeuille. Personne ne nous a rien proposé. Nous ne faisons pas partie du 8-Mars et nous ne sommes pas centristes, nous sommes le CPL et n'importe qui de ce courant sera à même d'achever le travail que j'ai entamé au ministère de l'Énergie, comme ce fut le cas au ministère des Télécoms. »

SAMIR MAZLOUM, vicaire patriarcal maronite

« L'élection présidentielle est une priorité absolue pour le patriarcat maronite. Toutes les échéances sont importantes mais rien ne doit empêcher la tenue du scrutin présidentiel. Si un parti politique disposant d'un grand bloc parlementaire, comme le Courant patriotique libre, n'est pas représenté au gouvernement, cela signifie que ce gouvernement n'est pas rassembleur. La communauté chrétienne doit être représentée qualitativement au niveau des personnes et des ministères qui lui sera attribuée, tout comme les autres communautés. »

ADNANE MANSOUR, ministre libanais des Affaires étrangères

« A Monstreux, j'ai choisi d'insérer, dans mon discours préparé à l'avance, un passage supplémentaire incontournable et nécessaire, au regard du lieu où je me trouvais et de ce que j'y ai entendu : les propos d'Ahmad Jarba contre le Hezbollah, qu'il a qualifié de terroriste. Se taire aurait été équivalent à un appui tacite aux positions injustes prises à l'encontre du Liban. Étant donné que la

déclaration ministérielle du gouvernement sortant consacre la formule armée-peuple-résistance, j'aurais enfreint à ce triptyque si je m'étais abstenu de répondre à ce discours. Je leur ai signalé que ceux qui veulent attribuer le qualificatif de terroristes au Hezbollah ou à la résistance, qu'ils l'expriment clairement, afin d'en débattre alors. Si un autre parti libanais, comme les FL ou les Kataëb, avait été la cible de pareilles pointes, j'aurais réagi à Ahmad Jarba de la même manière. »

ELIE FERZLI, ancien vice-président du Parlement libanais

« Si le nouveau gouvernement a une durée d'âge de deux mois seulement, la rotation au niveau des portefeuilles ministériels est alors dirigée contre le ministre de l'Énergie Gébran Bassil, qui représente la plus grande force politique du pays. Le bloc du général Michel Aoun compte 20 des 27 députés maronites du Parlement. Et Bassil représente le Courant patriotique libre. Il faut respecter la composante chrétienne du partenariat libanais. Michel Aoun a le droit de décider des portefeuilles régaliens attribués aux chrétiens. La neutralité n'existe pas au Liban et le Premier ministre désigné, Tammam Salam, n'est pas neutre. »

SAMIR GEAGEA, chef des Forces libanaises

« Le 8-Mars empêche la formation du gouvernement rassembleur, intentionnellement ou pas, en raison de la volonté du Hezbollah de se tenir aux côtés d'Aoun. Il faut former un gouvernement neutre non partisan. Le président Michel Sleiman et le Premier ministre désigné Tammam Salam ne doivent perdre aucune minute supplémentaire et doivent user de leurs prérogatives constitutionnelles pour former un gouvernement neutre. Ce cabinet doit préserver la souveraineté du Liban assurée par la déclaration de Baabda. Une telle mesure est devenue une nécessité urgente pour l'intérêt du Liban. D'énormes obstacles entravent la formation d'un gouvernement dit rassembleur. »

BOUTROS HARB, député du Batroun (14-Mars)

« L'intérêt des chrétiens va au-delà du ministère de l'Énergie. Il réside principalement dans la pérennité du Liban, de son système démocratique et de sa souveraineté. Il est dans son intérêt de ne plus avoir sur son territoire des milices plus fortes que l'État

libanais qui doit, seul, garantir les droits et la liberté de la population. »

AHMAD FATFAT, député du Liban-Nord (Courant du futur)

« La souplesse manifestée par le Hezbollah est une manœuvre parce que le parti pensait que la réaction du 14-Mars serait négative et qu'il pourrait enregistrer une victoire politique, ce qui ne s'est pas produit. Il donne l'impression de vouloir un gouvernement politique rassembleur, mais trouve des prétextes pour entraver sa formation, comme s'il voulait maintenir en place l'équipe Mikati qui expédie les affaires courantes. En d'autres termes, il se prépare au vide constitutionnel qui lui permettra de mettre la main sur le pays. »

Événements

• Un attentat-suicide a frappé samedi soir la ville de Hermel faisant trois morts en plus du kamikazes et 28 blessés. Le ministre de l'Intérieur, Marwan Charbel, a affirmé que l'attentat a été perpétré par un kamikaze à bord d'une voiture de type Cherokee. L'attentat a eu lieu dans la station d'essence al-Aytame, à l'entrée de la ville, non loin de l'orphelinat al-Mabarrate. La direction de l'école a affirmé qu'aucun élève n'a été blessé dans l'explosion. Selon des témoins, le kamikaze a fait exploser la voiture à l'intérieur de la station d'essence où il avait demandé à faire le plein. Une source de sécurité a indiqué que la déflagration avait provoqué un énorme incendie qui a gêné l'arrivée des secours. Plusieurs personnalités politiques ont condamné l'attaque. Le Premier ministre désigné, Tammam Salam, a qualifié l'attentat « d'acte terroriste lâche », appelant les habitants de la région à la retenue et à la solidarité, tout en assurant que les responsables de cet acte seront arrêtés et traduits en justice. Le Premier ministre démissionnaire Nagib Mikati a lui aussi condamné l'attentat, tout en renouvelant son appel à l'unité « pour protéger le pays ». La chef du Parti socialiste progressiste (PSP), Walid Joublatt, a mis en garde contre le terrorisme qui guette le Liban. « Nous sommes entrés dans une période de terrorisme ambulante en raison de la guerre en Syrie et

du conflit dans la région », a affirmé le leader druze. M. Joublatt a par ailleurs mis en garde contre de nouveaux attentats, « surtout que plusieurs voitures piégées ont pu pénétrer dans la banlieue sud de Beyrouth, le Hermel et Tripoli ». C'est la deuxième fois en moins d'un mois que la ville de Hermel est visée par un attentat. Le Front al-Nosra au Liban, un groupuscule lié à el-Qaëda, a revendiqué l'attaque de samedi soir sur son compte Twitter. Le groupe avait déjà revendiqué l'attentat à la voiture piégée qui avait tué trois personnes le 16 janvier dans cette ville.

- Le quotidien *Ad-Diyar* rapporte que le commandant en chef de l'Armée libanaise, le général Jean Kahwagi, s'est rendu à Riyad à la tête d'une délégation d'officiers haut gradés pour des entretiens axés sur la livraison d'armes par la France à l'armée pour une valeur de 3 milliards de dollars versés par l'Arabie saoudite.

- La justice française a suspendu vendredi une décision de la mairie communiste de Bagnolet, qui a fait citoyen d'honneur le militant libanais Georges Ibrahim Abdallah, condamné à perpétuité en France. Le tribunal administratif de Montreuil (Seine-Saint-Denis), saisi par la préfecture, a rendu une ordonnance de suspension immédiate de cette décision et règlera au fond ultérieurement la question de son annulation, a-t-on indiqué auprès du greffe. Le 11 décembre 2013, le maire PCF de Bagnolet, Marc Everbecq, avait décerné le titre de citoyen d'honneur à Georges Ibrahim Abdallah, suivant l'exemple de deux autres mairies communistes du Pas-de-Calais.

REVUE DE PRESSE

AS-SAFIR (QUOTIDIEN LIBANAIS PROCHE DU 8-MARS)

IMAD MARMAL (31 JANVIER 2014)

Le nœud de la rotation ministérielle a ouvert toutes les plaies du Courant patriotique libre (CPL). Il ne s'agit plus uniquement des portefeuilles ministériels. Cette question est plutôt liée, selon le point de vue du courant aouniste, à des vérités politiques et constitutionnelles qui dépassent de loin une simple divergence

relative au quota gouvernemental. La polémique relative au principe de l'alternance a réveillé toutes les appréhensions larvées de Rabié, que ce soit celles concernant sa relation ambiguë avec les alliés ou ses liens crispés avec les adversaires. Le CPL a le sentiment d'avoir été déçu par les alliés qui sont allés trop loin dans les négociations, avant de s'entendre avec le Futur sur la composition gouvernementale, sans ménager les engagements pris antérieurement auprès du CPL. Certains parmi les aounistes rapportent des détails et des faits portant sur les ententes qui auraient été conclues au sein de leur camp, au lendemain de la désignation de Tammam Salam pour la formation du gouvernement, et qui auraient impliqué le maintien du ministère de l'Energie aux mains du CPL. Si l'entente gouvernementale scellée entre le mouvement Amal, le Hezbollah et le Courant du futur était nécessaire et vitale pour contrer le danger de la fitna confessionnelle, pour quelle raison le partenaire chrétien a-t-il été exclu de la participation à la mise en place d'un accord revêtant une aussi grande importance stratégique ? se demandent les aounistes. Ils auraient également souligné que si Tammam Salam s'était dirigé à Rabié afin de discuter de vive voix avec Michel Aoun des points de divergence, il aurait probablement contribué à une sortie de crise. Dans ce contexte, un cadre du CPL a affirmé que 10 mois après la désignation de Salam, et suite à l'incapacité à former un gouvernement, il faudrait plutôt opter pour « la rotation au niveau de la désignation », afin de donner l'opportunité à une autre personnalité de former un gouvernement.

AS-SAFIR (31 JANVIER 2014)

DAOUD RAMMAL

Une semaine après son arrivée au Liban et après y avoir pris officiellement ses fonctions, l'ambassadeur d, David Hale, a rencontré un ami libanais, lui-même diplomate chevronné, à qui il a dit : « Nous avons rompu les liens avec certaines factions libanaises plus qu'il ne le fallait. Il faut que l'on soit ouvert à tous les Libanais sans exception ».

Ces propos illustrent un revirement dans l'approche états-unienne à l'égard des dossiers libanais, un changement qui ne serait pas sans rapport avec le dossier du pétrole au Liban. Les Etats-uniens

se concentrent sur l'échéance présidentielle, qui constitue une priorité, sans faire mystère de leurs critiques à l'encontre de certaines parties libanaises dont l'approche vis-à-vis du dossier gouvernemental n'est motivée que par des visées présidentielles. La valse des émissaires étrangers au Liban présage le début de démarches internationales liées à l'échéance. C'est dans ce contexte qu'il faut placer le déplacement au Liban du Préfet de la Congrégation pour les Eglises orientales, le cardinal Leonardo Sandri, ainsi que la visite de l'émissaire de Hollande, Emmanuel Bonne.

Selon une source bien informée, rien de nouveau n'est survenu sur le plan externe s'agissant de la présidentielle. Les Etats-Uniens, les Britanniques, les Français et le Vatican sont à l'écoute et procèdent à une évaluation de la situation, a précisé la source. Les choses restent floues, contrairement à la situation qui prévalait il y a deux mois. A l'époque, les ambassadeurs occidentaux affirmaient que « tout est fini, ne vous fatiguez pas en discutant de l'échéance présidentielle, la prorogation du mandat du président Sleiman est un fait acquis ». Aujourd'hui, la donne a changé. Le patriarche maronite Mgr Béchara Raï insiste sur la tenue de la présidentielle dans les délais prévus, estimant que « le vide implique la mort tant pour le Liban que pour les chrétiens ».

AN-NAHAR (QUOTIDIEN LIBANAIS PROCHE DU 14-MARS)

ROSANNA BOU MOUNSEF (30 JANVIER 2014)

Le discours sur l'état de l'Union, prononcé par Barak Obama mardi soir, n'a rien apporté de nouveau pour ceux qui suivent la politique états-unienne, notamment dans son volet extérieur. Le président a réaffirmé son intention de retirer ses troupes d'Afghanistan, d'ici la fin de l'année. Après l'Afghanistan, Obama a défini les priorités de son pays comme suit : la poursuite de la guerre contre Al-Qaïda, en coopération avec les pays où cette organisation est active ; la poursuite des efforts diplomatiques dans le cadre des négociations de paix israélo-palestiniennes ; le soutien pour une Syrie sans dictature et sans peur du terrorisme ; et son annonce qu'il utilisera son droit de veto contre toute loi du Congrès imposant de nouvelles sanctions à l'Iran pendant la période des négociations avec Téhéran sur son projet nucléaire.

En politique étrangère, Obama a mis l'accent sur l'option de la diplomatie et le refus des interventions (militaires) directes, soulignant l'importance de la diplomatie soutenue par des pressions, dans le volet des négociations avec l'Iran, face à la diplomatie appuyée par des menaces d'un recours à la force, brandie lors de la crise des armes chimiques syriennes.

Cette position confirme les orientations consacrées par l'abandon par Obama de l'option militaire contre le régime syrien et de la solution libyenne en Syrie.

Cette année est très importante pour la région (crise syrienne, dossier du nucléaire iranien, négociations israélo-palestiniennes), mais cette importance ne s'est pas reflétée dans le discours d'Obama.

De même qu'il n'est plus un secret que la confiance n'est pas grande dans la gestion du dossier syrien par l'administration du président US, à la lumière des lacunes qui ont permis d'en arriver là où nous sommes aujourd'hui : l'absence de soutien états-unien à l'opposition syrienne lorsque celle-ci était unie et capable de s'imposer, et avant que n'apparaissent les organisations terroristes. Ou même actuellement, avec des doutes sur la capacité des Etats-Unis à imposer leur vision de la solution politique transitoire en Syrie, avec l'accroissement des craintes d'une meilleure capacité russe pour la gestion du dossier syrien. A terme, Washington pourrait se résigner à accepter que la recherche de solution à la crise syrienne soit confiée à Moscou.

AL-AKHBAR (QUOTIDIEN LIBANAIS PROCHE DU 8-MARS)

(28 JANVIER 2014)

Les deux premiers jours, l'interrogatoire de cheikh Omar al-Atrache, arrêté au ministère de la Défense, a rencontré de grandes difficultés, avant qu'il ne commence à livrer des informations extrêmement graves. Il a avoué que son rôle se limitait à transporter des personnes et des voitures de la région de Ersal vers Beyrouth, pour les remettre à des individus sans savoir ce qu'ils en feraient par la suite. Des sources de sécurité concernées ont indiqué qu'al-Atrache, arrêté la semaine dernière dans la région de Chtaura, a « reconnu être au courant d'un plan d'un groupe de jihadistes libanais, syriens et palestiniens, destiné à

élargir le champ des attentats dans la banlieue sud de Beyrouth et dans d'autres régions ».

Selon les mêmes sources, « al-Atrache a avoué avoir transporté à Beyrouth un Grand Cherokee et un X5, qui ont été entreposés dans un garage situé à la lisière de la banlieue sud de Beyrouth et tenu par un certain Abou Sleiman. Il a aussi reconnu qu'il connaissait les noms de certaines personnes impliquées dans des actes terroristes, et que le Palestinien Ibrahim Abou Mheilek (surnommé Abou Jaafar), tué lors d'un accrochage avec l'Armée libanaise à Chtaura, la semaine dernière, était responsable, avec un autre libanais actuellement recherché, de la planification d'une triple attaque suicide au cœur de la banlieue sud. Cette opération terroriste devait commencer par une attaque aux mitrailleuses lancée par deux assaillants, qui se feraient ensuite sauter avec des ceintures d'explosif. Deuxième acte, une voiture piégée explose. Enfin, un kamikaze se fait sauter au milieu de la foule accourue sur les lieux du précédent attentat.

Les sources poursuivent qu'al-Atrache a donné des informations importantes sur le réseau chargé de transporter les voitures piégées de Syrie au Liban via Ersal, précisant qu'un camp palestinien situé près de Beyrouth a servi à plusieurs reprises d'escale pour les kamikazes et les voitures piégées.

Par ailleurs, des milieux politiques et sécuritaires proches du Courant du futur ont informé la famille de cheikh Omar al-Atrache et le Rassemblement des ulémas proche de lui que son arrestation par l'armée n'aura pas eu lieu s'il n'y avait pas de fortes preuves l'incriminant dans de nombreux actes. Ces milieux ont conseillé aux partisans du cheikh arrêté de ne pas procéder à une escalade politique car cela ne servirait à rien.

AL-AKHBAR (28 JANVIER 2014)

Les ravisseurs des religieuses de Maaloula, détenues par le Front al-Nosra à Yabroud depuis le 6 décembre dernier, avaient réclamé dans un premier temps une contrepartie financière. Ils ont par la suite exigé un échange de détenus entre ces religieuses et des prisonniers islamistes au Liban, en Syrie et en Irak. Concernant le Liban, une source de sécurité a révélé que les ravisseurs ont réclamé la remise en liberté de tous les détenus islamistes

incarcérés dans la prison de Roumié : des Saoudiens, des Tunisiens, des Libyens, des Palestiniens et des Syriens arrêtés pendant et après la bataille dans le camp de Nahr al-Bared, en plus des accusés dans l'affaire des attentats de Ain Alak, commis le 21 février 2007.

Pour ce qui concerne les deux évêques Youhanna Ibrahim et Boulos Yazigi, enlevés à Alep il y a huit mois environ, d'autres sources ont révélé qu'ils n'étaient pas détenus tous les deux au même endroit : un groupe armé serait parvenu à kidnapper l'un des deux dignitaires religieux en l'enlevant à ses ravisseurs, et l'aurait emmené dans les faubourgs de la ville d'Alep.

AR-RIYADH (QUOTIDIEN SAOUDIEN, 28 JANVIER 2014)

Une source constitutionnelle libanaise a indiqué que le délai pour l'élection d'un nouveau président de la République au Liban s'achève le 25 mai prochain. A partir du 25 mars, le Parlement se transforme en collège électoral et perd ses pouvoirs législatifs. Et selon l'article 64 de la Constitution, le gouvernement dispose d'un délai d'un mois pour présenter sa déclaration ministérielle au Parlement sur la base de laquelle il demande la confiance.

La source ajoute que plusieurs forces politiques libanaises, dont le 14-Mars, ont intérêt à retarder la formation du nouveau gouvernement pour se rapprocher au maximum de la date du 25 mars. Car si le cabinet n'obtient pas la confiance, il y a un grave danger qu'un nouveau Premier ministre désigné soit choisi, et qui peut garantir qu'il ne sera pas issu des rangs du 8-Mars ? Mais après le 25 mars, le Parlement n'est plus habilité à accorder la confiance et le gouvernement présent dirigera de facto le pays, même s'il s'agit d'un cabinet d'expédition des affaires courantes. Par conséquent, la source n'exclut pas que la formation du nouveau gouvernement traîne jusqu'à la mi-février.

L'ORIENT-LE JOUR (QUOTIDIEN LIBANAIS FRANCOPHONE PROCHE DU 14-MARS)

SCARLETT HADDAD (31 JANVIER 2014)

Les milieux diplomatiques occidentaux au Liban suivent avec intérêt la nouvelle approche de l'armée libanaise dans sa lutte contre les cellules d'el-Qaïda au Liban et dans son attitude ferme face aux belligérants à Tripoli. C'est comme si, soudain, un feu vert

a été donné à l'armée pour assumer autant que possible la responsabilité de la stabilité du Liban, alors que pendant des mois, auparavant, le feu était plutôt au jaune et l'appui public à l'armée était marqué par le flou et l'ambiguïté, les forces politiques utilisant une sorte de double langage. Mais depuis les informations communiquées à l'armée par les renseignements américains sur la présence du chef des Brigades de Abdallah Azzam (un groupe affilié à el-Qaïda), le Saoudien Maged al-Maged, un déclic semble s'être produit. Non seulement l'Arabie saoudite a annoncé un don d'armes à l'armée d'un montant de 3 milliards de dollars, via la France (même si ce don attend toujours pour se concrétiser l'approbation du Conseil des ministres, puis celle du Parlement), mais les services de renseignement de l'armée multiplient aussi les coups de filet réussis, comme celui de cheikh Omar el-Atrache, dont les aveux seraient de la plus haute importance. Même les ulémas de la Békaa, qui avaient annoncé une escalade de leur campagne pour la relâche d'el-Atrache, ont mis pour l'instant un bémol à leur campagne. Des sources politiques affirment qu'en réalité, l'armée détient depuis des mois des informations précises sur les activités de ces cellules et leurs ramifications, ainsi que sur leur implantation sur le territoire libanais et les filières qui permettent leur arrivée au Liban.

Mais elle attendait, pour agir, un contexte favorable, ne voulant pas prendre le risque d'être attaquée et contestée. Ce qui aurait mis en cause sa crédibilité et entravé une éventuelle action dans n'importe quelle portion du territoire libanais. D'ailleurs, tout au long des derniers mois, elle avait été la cible d'attaques (sur le terrain et verbales) qui entravaient son action en créant un climat radical. C'est ainsi que même sa riposte contre cheikh Ahmad el-Assir à Saïda avait créé un malaise dans les milieux politiques, alors qu'en réalité, elle n'avait fait que réagir à une attaque préméditée et sanglante dirigée contre une de ses positions. Même chose à Ersal, où une de ses unités avait été la cible d'une attaque féroce en 2013.

Le contexte international et régional serait donc aujourd'hui plus favorable à une action ferme de l'armée, à cause d'une volonté occidentale déclarée d'éviter une dégradation de la situation sécuritaire dans le pays. Les milieux diplomatiques occidentaux

affirment ainsi que la communauté internationale dans son ensemble souhaite éviter que le feu syrien ne s'étende au Liban et estime qu'il est urgent de permettre à l'armée d'agir parce que, avec l'implantation des groupes takfiristes au Liban, la situation y est devenue dangereuse et le pays est au bord de l'explosion, avec des institutions officielles pratiquement paralysées. D'autant que les milieux diplomatiques précités sont convaincus que si l'armée libanaise n'assume pas ses responsabilités sur le plan de la sécurité du Liban, d'autres parties locales seraient tentées de le faire à sa place. Ce qui serait de nature à modifier les rapports de force politiques et sécuritaires au Liban, dans un sens contraire à la volonté de la communauté internationale. Pour cette raison, il était impératif de donner à l'armée libanaise un élan nouveau pour lui permettre d'assumer ses fonctions nationales et sécuritaires. Au cours des derniers mois, le commandant en chef de l'armée a d'ailleurs effectué des visites importantes à l'étranger, dans une sorte de renforcement du rôle de l'institution qu'il dirige.

Si tous les intérêts, locaux, régionaux et internationaux, convergent aujourd'hui vers le fait de donner un rôle déterminant de l'armée dans la lutte contre les cellules takfiristes, il est apparu que ce rôle serait plus efficace si le Liban était doté d'un gouvernement en fonction, capable de lui assurer une couverture efficace. Or pour que cela soit le cas, le gouvernement doit être représentatif et regrouper toutes les composantes politiques libanaises. Ce serait donc pour cette raison que brusquement tout le monde est revenu à la formule des « trois huit » et que des contacts sérieux ont été enfin entrepris pour la formation d'un gouvernement politique d'union, près de dix mois après la désignation de Tammam Salam. Le problème, c'est que les différentes parties savent qu'il y a une volonté internationale de doter le Liban d'un nouveau gouvernement d'union et pour cela chacune cherche à améliorer sa part, convaincue que quelles que soient les difficultés le gouvernement finira par naître. D'ailleurs, en dépit des positions en flèche, aucune partie n'a fermé la porte des négociations. Plus même, il semble qu'une nouvelle page serait en train de s'ouvrir dans les relations entre le chef du bloc du Changement et de la Réforme et le chef du courant du Futur. Les informations sur une rencontre qui aurait eu lieu entre eux à Rome

n'ont été ni confirmées ni démenties, mais la position de Saad Hariri sur le refus du général Michel Aoun du principe de la rotation des portefeuilles est assez significative et indique une approche nouvelle à l'égard du CPL.

Des sources proches du 8-Mars estiment que tous ces éléments, mis bout à bout, montrent que le Liban serait en train de se préparer à un nouveau compromis entre ses composantes, avec un parrainage régional et international. Les éléments se mettent toutefois en place lentement, car le Liban est de plus en plus perméable aux développements en Syrie. Or la crise syrienne n'est pas près d'être résolue. De l'avis de tous les protagonistes, la conférence de Genève 2 est un long processus qui a besoin de temps pour mûrir. Mais le Liban, lui, ne peut plus attendre...

AFP (AGENCE FRANCE PRESSE, 30 JANVIER 2014)

La Syrie devenue un « aimant énorme » pour les jihadistes, l'Afrique sub-saharienne un « incubateur » pour groupes extrémistes : les responsables américains du renseignement ont dressé mercredi un sombre tableau de la menace posée par les islamistes radicaux dans le monde. Passant en revue l'ensemble des menaces potentielles pesant sur la sécurité des États-Unis à l'occasion d'une audition annuelle devant la commission du Renseignement du Sénat, les maîtres espions de Washington ont insisté sur la dissémination des groupes proches ou affiliés à al-Qaïda dans le monde.

Ainsi, pour James Clapper, le directeur du renseignement (DNI) qui chapeaute les 16 agences du renseignement du pays, « la Syrie est devenue un aimant énorme pour les extrémistes ». M. Clapper a estimé à 1600 le nombre de groupes rebelles luttant contre le régime de Bachar al-Assad, représentant « entre 75000 et 110000 » combattants, dont « 26000 que nous considérons comme extrémistes ».

Quelque 7000 d'entre eux sont des combattants étrangers, en provenance d'une cinquantaine de pays, essentiellement d'Europe et du Moyen-Orient. « Nous assistons maintenant à l'apparition de complexes d'entraînement en Syrie pour former les gens et les renvoyer vers leur pays et, bien sûr, perpétrer davantage d'actions terroristes », a mis en garde M. Clapper, tout en rappelant

l'inquiétude de ses interlocuteurs européens.

La situation en Syrie « nous inquiète beaucoup, en particulier pour le risque potentiel d'attaques terroristes conduites en Occident et émanant de Syrie », a abondé le directeur du Centre national contre-terroriste, Matthew Olsen.

A bien des égards, la Syrie leur rappelle les zones tribales du nord-ouest du Pakistan où les membres d'Al-Qaïda ont cherché refuge après 2001.

Pour le renseignement américain, les chances de l'opposition ou du régime de Bachar al-Assad de prendre le dessus sur l'autre au cours des six prochains mois sont minimales mais le conflit syrien « va probablement exacerber les tensions régionales et confessionnelles ».

L'évolution de l'Irak va ainsi « lourdement dépendre de la façon dont Bagdad fait face au défi croissant d'Al-Qaïda », dont des groupes affiliés se sont emparés de la ville de Falloujah, un bastion sunnite, a expliqué le DNI.

Au Yémen, le gouvernement fait face à un risque d'instabilité face à la résurgence d'Al-Qaïda dans la péninsule arabique (Aqap), tandis qu'en Libye, « la menace terroriste contre les intérêts occidentaux et gouvernementaux reste aiguë, surtout dans l'Est du pays ».

La porosité des frontières libyennes et les « quantités massives d'armes en circulation déstabilisent davantage le pays, le Maghreb et la région sahélienne », juge encore James Clapper dans la portion écrite de son témoignage.

Cette partie de l'Afrique, tout comme la Somalie, est elle « devenue un incubateur » pour les groupes extrémistes qui lancent des attaques « de plus en plus meurtrières ».

« Les gouvernements de la région du Sahel, particulièrement le Tchad, le Niger, le Mali et la Mauritanie, courent le risque d'attaques terroristes, essentiellement en représailles à leur soutien à l'intervention militaire française au Mali en janvier 2013 », selon James Clapper.

REUTERS (AGENCE DE PRESSE BRITANNIQUE, 31 JANVIER 2014)

MYRIAM KAROUNY

Face à ses récents déboires en Irak et en Syrie, Al-Qaïda est lentement mais fermement en train de gagner de l'influence au

Liban, aidé par l'augmentation de la violence sectaire dans le pays et la crise provoquée par la guerre civile syrienne, ont affirmé des sources proches de l'organisation.

En Syrie, l'État islamique en Irak et au Levant (EIL), lié à Al-Qaïda, contrôle des territoires dans le nord et l'est, mais est sur la défensive ces dernières semaines après avoir été attaqué par des groupes rebelles rivaux qui n'apprécient pas sa radicalité.

Les sources affirment que ce groupe cherche maintenant à s'implanter au Liban, en particulier dans la ville de Tripoli, en proie à la violence et à l'anarchie depuis le début du soulèvement en Syrie, il y a près de trois ans.

Les informations de ces sources, qui comptent des combattants qui soutiennent et s'opposent à Al-Qaïda en Syrie, semblent avoir été confirmées le week-end dernier par une déclaration d'Abou Sayyaf al-Ansary, décrit comme le commandant d'Al-Qaïda au Liban, et qui a indiqué que le groupe avait pris racines dans le pays.

Dans un enregistrement sonore, al-Ansary a prêté allégeance au chef de l'EIL. Il a dit s'exprimer de Tripoli.

Plusieurs sources rebelles syriennes ont déclaré que l'EIL est dans les dernières étapes de son installation dans le nord du Liban, une région considérée comme un terrain fertile pour le groupe, où beaucoup de gens ont adopté une interprétation plus stricte de l'islam sunnite au cours des dernières années.

Un commandant local en Syrie, qui est proche de chefs d'Al-Qaïda, a indiqué qu'al-Ansary avait reçu la bénédiction conditionnelle de chef de l'EIL, Abou Bakr al-Baghdadi, pour annoncer la présence de l'organisation au Liban.

« Il y aura une déclaration dans les prochains jours et le monde saura alors ce qui se passera au Liban, et avec la volonté de Dieu, cela réchauffera le cœur des fidèles, » a-t-il dit.

Alors que le groupe est censé se concentrer sur Tripoli comme base principale, des commandants locaux pourraient être présents dans le nord de la province du Akkar, dans la vallée de la Bekaa et la ville de Saïda, où les partisans de du cheikh islamiste sunnite Ahmed al-Assir ont affrontés l'armée l'année dernière. Les drapeaux noirs et blancs du groupe islamiste intransigeant, sont ouvertement brandis dans les rues et sur les balcons de certains quartiers de Tripoli.

Après les revers de l'EIL en Syrie —et une offensive de l'armée contre son bastion dans l'ouest de l'Irak— le Liban pourrait offrir à la fois un nouveau terrain de recrutement et une base pour des attaques.

Les sources sont divisées sur la puissance du groupe au Liban, à ce stade. Certains disent qu'il a déjà établi sa base et peut lancer des attaques plus organisées dans le pays, tandis que d'autres affirment qu'il est encore en phase de préparation finale.

« Nous pensons qu'ils sont à 80% établis (au Liban). Ils ne sont pas encore bien organisés et les cellules ne sont pas encore reliées les unes aux autres », a déclaré un autre commandant syrien via Skype. « Ils sont en phase de regroupement, c'est ce que nous savons. »

« Le nord (du Liban) est un terrain fertile pour de nombreuses raisons. Les gens sont des extrémistes, à cause de l'ignorance », a déclaré un autre commandant syrien qui vit en Turquie. Il a prédit une escalade de la violence au Liban, tout en affirmant que le conflit restait peu probable pour le moment.

« Ce sont plutôt des bombes et des explosions de voitures qui vont se produire ici et là. Quant à une guerre au Liban, je pense que ce n'est pas possible à court terme », a-t-il dit.

Pierre Khalaf

Source
New Orient News

Source : « La guerre contre la Syrie et l'illusion des compromis », par Pierre Khalaf, New Orient News, *Réseau Voltaire*, 3 février 2014, www.voltairenet.org/article181999.html